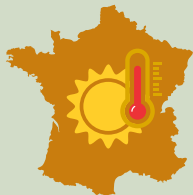


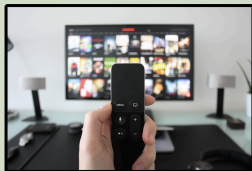
COMPTE-RENDU DU CSE DES 17 ET 18 JUIN 2026 : ALERTE DÉCLENCHÉE



La vigilance aux fortes températures est devenue quasiment une constante à chaque réunion du CSE Réseau. Couleur dominante : alerte orange tirant vers le rouge partout ! Des activités nouvelles sur le numérique arrivent au pas de charge : l'entreprise est en retard et les audiences de la « télé » en baisse vertigineuse ! Mais attention à la disparition des métiers ! En revanche, quel sera l'avenir de France 3 dans les scénarios inquiétants imaginés par la présidente ? Lire ici notre liminaire. « *Cela ne nous empêche pas d'avancer* », professe le directeur du réseau. Oui mais à quel prix !

AU PROGRAMME DE CE CSE :

- Le point sur l'expérimentation vidéos verticales
- Les amplitudes horaires du numérique
- Plateau d'Ile-de-France
- Grille de rentrée
- La nouvelle caméra Z 200
- Les modes de transmission au rabais
- La réouverture du bureau d'Arles
- Vidéosurveillance, suite
- Petit plus pour les activités sociales et culturelles
- L'Overdrive s'installe à Poitiers
- Tour de France féminin



• VIDÉOS VERTICALES :

OUI MAIS



L'expérimentation des vidéos verticales dans 4 régions (Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Grand-Est et Paca) prend fin le 28 juin 2026. Les élus et les organisations syndicales sont bien conscientes des enjeux et de l'intérêt à se saisir de ce nouveau format pour les réseaux, mais certains points restent à améliorer et à éclaircir.

119 volontaires ont été formés et 470 vidéos réalisées, en majorité sur le terrain, sur des actus chaudes et par un journaliste seul. L'enthousiasme du début s'érode un peu, notamment à cause de la partie assemblage, sous-titrage et habillage toujours lourde et chronophage. Le nouveau logiciel choisi pour ça (principalement Power Director) n'est ni vraiment fiable, ni intuitif. Il n'est déployé que sur les ordinateurs et non sur les téléphones (un comble pour des vidéos verticales)! Nous avons soulevé la question de cette tâche non journalistique qui revient bien aux journalistes. Pour nous convaincre, la citation du jour :



« Le sous-titrage est un acte éditorial ! »

Delphine Vialanet (déléguée au numérique)

Comprenez : oui c'est normal que les journalistes le fassent ! Le sous-titre mot à mot n'est pas un acte éditorial. En revanche, inscrire des informations complémentaires sous forme de texte sur l'image doit être "décidé" par le journaliste, mais pas forcément "réalisé" par ce dernier.

Nous avons également demandé qu'une distinction claire entre ce qui relève de l'information et le reste soit obligatoirement mentionnée, sous forme d'un crédit image par exemple : vidéo promotionnelle / communication / partenariat / documentaire / émission...

• VIDÉOS VERTICALES

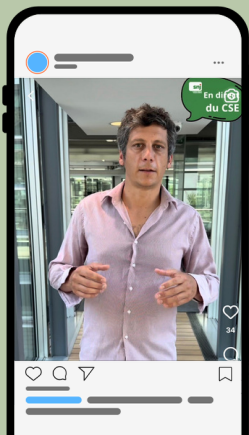
: OUI MAIS (SUITE)

Nous rappelons également que la validation éditoriale ne suffit pas à rendre un contenu journalistique lorsqu'il est réalisé en totalité ou en partie par des non-journalistes. À terme, le plus simple serait quand même de séparer l'info de la communication, du partenariat et du marketing qui seraient sur un site dédié.

Sur la charge de travail pour les CEN (éditeurs web) et pour les rédacteurs en chef numérique, la direction avance timidement pour « *tendre vers un doublement des postes de CEN d'ici juin 2027 et si possible un doublement pour les RCA num* » en formant essentiellement les RCA adjoints du linéaire.

Pour l'heure, les négociations se poursuivent entre OS et direction pour avoir un cadre de pratiques professionnelles qui soit une garantie pour l'ensemble du réseau si jamais cette expérimentation était étendue prochainement. Etant un média télévisuel, la qualité de ces vidéos devrait être un prérequis.

Objectif affiché par la direction d'ici 1 an : production à minima d'une vidéo par jour issue des nouvelles pratiques professionnelles, dont au moins une vidéo d'actualité enrichie par semaine (avec chef monteur).



Rendez-vous sur nos réseaux sociaux

RYTHME DE TRAVAIL AU NUMÉRIQUE : SANTÉ FIRST !



WOT.

C'est un exemple de ce qui doit alerter la direction dans sa priorité vers le numérique : un RCA numérique victime d'un accident du travail pour épuisement professionnel. Une surcharge de travail, un surinvestissement et un manque de reconnaissance ont été identifiés par l'enquête conjointe qui a suivi cette AT. Un trio explosif qui, lorsque l'organisation du travail est défaillante, peut toucher d'autres cadres dans le réseau. Le signal est fort pour le web, "antenne" potentiellement ouverte 24h/24h, priorité absolue de la direction, et dont le fonctionnement est encore méconnu par beaucoup de managers du linéaire.

Repenser l'organisation du travail en renforçant entre autres les moyens d'encadrement pour assurer la continuité du service y compris les week-end mais aussi développer les échanges avec le linéaire pour favoriser une répartition équitable des moyens ont été préconisés.

Un message débattu plus largement avec la direction pour l'expérimentation des vidéos verticales qui se termine dans quelques jours. (Lire plus haut).

CHANGEMENT DE PLATEAU À PIDF, TOUJOURS GRAVE ET IMMINENT ?

3 paris
île-de-france

Ce sont les neuf minutes de la discorde. Le temps incompréhensible pour enchaîner les éditions en direct des JT d'Outremer et de PIDF contraints de partager leur plateau. Après l'épuisement du collectif de l'édition régionale, initialement poussée dans un studio placard et qui avait entraîné une alerte pour danger grave et imminent. Malgré les ateliers de réflexion qui ont suivi, la solution définitive d'un studio partagé avec DoPom (ex-Malakoff) n'a pas solutionné tous les problèmes. Interpellée à nouveau par les élus, la direction a lâché qu'elle se réunissait ce mardi. Quel choix a été fait ? Cet arbitrage permettra-t-il à chacun de s'y retrouver ? L'enjeu est important et imminent, sa mise en œuvre est prévue le 1er juillet.



GRILLE DE RENTRÉE : LE GRAND FLOU ARTISTIQUE



W.D.T.

Quand c'est flou... Les élus avaient demandé un point sur la grille des programmes à partir de septembre prochain. Car dans les antennes, des suppressions d'émissions se multiplient. Mais au CSE, en terme de document, le projet se résume en un modeste tableau, composé des grands créneaux horaires des émissions, type « Ici matin » ou « case régionale ». **C'est tout !**

Comment identifier les mutualisations d'émissions, ou celles qui disparaissent dans certaines antennes ? Les élus doivent se contenter de généralités. Christophe Poullain, directeur du réseau France 3, répond que « *les modifications par antenne, les moyens et les activités sont présentés en instances locales* ». Reste que pour les élus du CSE, il faut composer sans les détails.

Globalement, la grille de rentrée qui nous est présentée semble inchangée. Mais dans le détail, selon les antennes, nous savons que des émissions disparaissent comme « En vadrouille » diffusé en région AURA ou l'emblématique magazine en langue basque « Txirrita » qui disparaît à Bayonne.

				DR?	
GR	IL	LE			
E		E			
N					F
T	?				L
GR	AND			O	
E					U
E					?

« Diffusions Régionales Externalisées » (DRE) à toutes les cases

Et à force de questions, nous constatons l'augmentation des « Diffusions Régionales Externalisées » (DRE), c'est-à-dire d'émissions faites par une antenne mais diffusées dans plusieurs. La case « Régions gourmandes » le samedi matin sera ainsi basée uniquement sur ce modèle avec la diffusion à tour de rôle des différentes émissions cuisine produites en région.

Quels que soient nos efforts pour en savoir plus, cette grille de rentrée ne vaut que pour 4 mois : de septembre à décembre 2026. Car pour janvier 2027, une nouvelle grille devra être établie, quand l'entreprise aura connaissance de son budget pour l'année à venir ! Cette future grille pour 2027 devrait nous être présentée en septembre. Espérons que celle-là sera moins floue...



CAMÉRA 200 : Z COMME ZÉRO POINTÉ



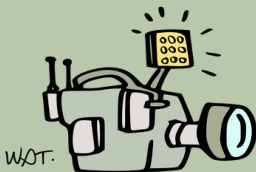
Nous vous l'annonçons le mois dernier, les caméras Z200 débarquent dans le réseau régional. Nous vous invitons à les essayer, certains JRI les ont testées en conditions réelles. C'est le même fonctionnement que la précédente 200, nous avait annoncé le directeur d'exploitation et des moyens.

Les JRI planifiés avec cette nouvelle caméra pour couvrir une actu sont restés perplexes. Là où il y a habituellement trois bagues pour faire le zoom, le point et le diaph, il n'y en avait plus que deux. Petite sueur froide pour ces collègues qui avaient le stress de rapporter de belles images. La Z200 est un mixte entre une caméra de poing et un Alpha 7 avec écran tactile pour faire le point. Encore faut-il comprendre comment ça marche et trouver où sont les fonctions habituelles. Le directeur d'exploitation prend note de ce point d'alerte.

Aucun temps de prise en main, même d'une demi-journée, n'est actuellement organisé dans les antennes pour les JRI.



On redoute qu'il en soit de même pour un nouveau modèle arrivé au catalogue, la 300. Là encore, les JRI n'ont pas été consultés sur sa pertinence et son efficacité. Difficile de se réjouir de l'arrivée de ce nouveau matériel censé remplacer l'ancien qui rend progressivement l'âme.



CSE JUIN 2026



DSNG/VPTL : DES CAMIONS AU GARAGE ET DES DIRECTS AU RABAIS



DSNG, VPTL : qui se souvient de leur nom et de leur existence ? Nos encadrements privilégient majoritairement aujourd'hui les Aviwest et la transmission 4G-5G. Une solution plus souple ? En tout cas moins chère.

Quand il faut faire un direct sur une actu chaude, envoyer des rushes pour un sujet du midi, l'Aviwest est certes bien pratique. Mais pour faire une page spéciale multicam dans un JT sur un événement prévisible, ça marche beaucoup moins bien. Avec des milliers de personnes présentes dans le même lieu, les connexions sautent. Résultat : un flop à l'antenne et des compétences qui se perdent.

À ne plus utiliser ces moyens satellites, les collègues techniciens perdent leur savoir-faire. La durée des transmissions vidéo est passée de plus de 3500 heures dans le réseau en 2015 à moins de 500 heures aujourd'hui. C'est le cercle vicieux : les techniciens ne sortent plus car ça coûte cher et les véhicules ne sortent plus car on ne sait plus les faire fonctionner. Il reste pourtant 9 DSNG dans le réseau et 6 VPTL.

Des outils d'une certaine valeur qu'on laisse dormir au garage. Et s'ils tombent en panne, ils ne seront pas remplacés. La direction s'oriente sur un nouvel outil, le Haivision (nouvelle version de l'Aviwest en 5G) et regarde du côté de Starlink et Léo chez Amazon.



Les membres de la commission nouvelles technologies du CSE ont demandé "qu'il y ait un rappel aux chefs de centre de l'importance pour prévoir des tests réguliers (sorties à blanc) pour que les techniciens conservent les réflexes "d'exploitation". D'autant que des fréquences sont encore allouées au réseau de France 3 pour ces deux prochaines années. Autant les utiliser !



CSE JUIN 2026



• LES ARLÉSIENS ONT REMIS LEURS SABOTS

Le BIP d'Arles a rouvert ses portes lundi 15 juin pour une phase de tests de 6 mois, après 6 ans d'inoccupation du lieu (et du paiement d'un loyer pour rien !).

On ne peut que se réjouir du retour sur le terrain camarguais d'une équipe au quotidien. Mais la réouverture de ce bureau de proximité a pris un coup de mistral : seul l'un des 2 postes dévolus à sa création revient au berceau. Le 2e reste dans le giron de la rédaction de Marseille. En effet, dans ce BIP new-look se sont installés en détachement un JRI de Marseille et une rédactrice de Montpellier, plus exactement de l'édition locale de Nîmes. Un bureau partagé entre deux régions, nouveau concept, qui travaillera alternativement pour la rédaction de Marseille puis celle de Montpellier et tous les jours pour la locale de Nîmes. (Et aussi pour le numérique). Les deux volontaires connaissent bien la région et on leur souhaite le meilleur. Car l'organisation de leur travail et les commandes ne vont pas être simples à satisfaire.



WOT.

Autre inquiétude : que deviennent le projet éditorial et la pérennité de l'édition locale de Nîmes, une équipe fortement fragilisée ces dernières années par une valse des encadrants. Avec désormais deux équipes par jour (la journaliste détachée à Arles n'est pas remplacée) et le sujet arlésien, il ne va pas être aisé de garder son autonomie éditoriale. La direction d'Occitanie assure qu'elle y veillera. Le CSE et les RP suivront de très près ce « test » jusqu'à mi-octobre.

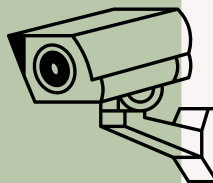


BIG BROTHER, LA SUITE



Nous vous en parlions le mois dernier : la direction de la sécurité remet au goût du jour (et dans les normes) la vidéosurveillance des sites du Réseau : l'affichage, les process et surtout le respect de la protection des données (RGPD). L'accès aux images de vidéosurveillance dans le cas d'une atteinte aux personnes ou au matériel est réservé au responsable IMG et au chef de centre (en leur absence, au chef de centre adjoint ou au directeur régional). Petite précision apportée par la direction de la sécurité : un salarié mis en cause par une procédure disciplinaire, dont les faits auraient lieu dans l'enceinte de l'entreprise, pourra avoir accès à la vidéo le concernant ainsi que la personne qu'il a choisie pour l'accompagner (représentant du personnel, avocat).

Petit rappel : une caméra ne peut en aucun cas être dirigée vers un poste de travail.



ASC : VOS CARTES CADEAUX AUGMENTÉES

Dès la rentrée, les bons cadeaux et remboursements des activités sociales augmentent. Pour mémoire, l'ensemble de ces prestations versées avait été mieux équilibré pour permettre d'en faire bénéficier les CDD et intermittents, quelle que soit la durée de leurs contrats (arrêt de la Cour de cassation de 2024). La subvention culture, sport et loisir est de retour à 250 €. Les bons de rentrée scolaire augmentent de 10€ pour chaque niveau (primaire, collège lycée). Et les bons cadeaux distribués à Noël gagneront entre 10 et 50 € en fonction de ce qui restera dans les caisses en septembre.

Activités sociales et culturelles du CSE Réseau en 2025 :



NOËL 4379 SALARIÉS



**CHÈQUES VACANCES
864 SALARIÉS**



**CHÈQUES CULTURE
2071 SALARIÉS**



**VOYAGES
781 PARTICIPANTS**



CSE JUIN 2026



● OVERDRIVE : LE NOUVEL ASSISTANT QUI VA OVERBOOKER LES VIDÉOS DE POITIERS

À Poitiers, les techniciens vidéos sont les premiers à devoir gérer un nouvel outil pour le fonctionnement des régies Mosar : l'overdrive. Un robot, assistant de fabrication. Des formations ont été prévues, une équipe technique va les accompagner sur place, dix JT blancs sont programmés, les intermittents inclus dans l'aventure.

Mais cet Overdrive, c'est quoi ? Un logiciel pour améliorer les conditions de travail ? Pas vraiment... Plutôt un nouveau dispositif pour gagner du temps : automatisation des tâches répétitives (génériques, titres, fresques), centralisation du pilotage, meilleure flexibilité pour « adapter des formats éditoriaux »... Du temps de gagné, mais pour qui ? Ils ne seront plus que deux en régie au lieu de trois pour assurer les JT.

Dans ces conditions, on peut comprendre les craintes de ces salariés qui vont voir leur charge de travail modifiée avec le sentiment d'être de plus en plus des presse-boutons et en ligne de mire la suppression des postes de leurs collègues de travail CDI ou intermittents.

Les techniciens vidéos de Poitiers ont écrit leurs inquiétudes à la direction et deux réunions ont permis d'avoir quelques engagements. Trois techniciens vidéo resteront planifiés les 10 premiers jours de la bascule prévue le 1er juillet. Ils passeront ensuite à 2, comme c'est déjà le cas l'été, et reprendront à trois jusqu'à la Toussaint. En espérant qu'à cette date ils auront pu s'approprier l'outil et que les bugs seront résolus. Car les dysfonctionnements s'enchaînent dès les deux premiers JT blanc à 15 jours de la bascule. Il a notamment fallu composer avec une désynchronisation d'Open Media. Un bug apparemment connu et aléatoire qui n'avait jamais été réglé.

Les élus regrettent l'absence d'un réel accompagnement psychologique à ce changement qui génère stress et angoisse. L'accompagnement technique ne suffit pas pour s'habituer à avoir un robot comme nouveau collègue de travail. Un dossier que le CSE suivra de près car Poitiers est un site pilote qui essuie les plâtres pour tout le réseau.



ÇA ROULE MAIS FAUT POUSSER



Après les hommes, les femmes vont s'élancer pour 9 étapes sans jour de repos et beaucoup d'épreuves pour les féminines aussi pour le personnel de FTV. Les machinistes feront par exemple 10-11 jours consécutifs, les consultants n'auront pas de jours de repos, pas plus que les reporters. Un travail intensif pour un régime forcément dérogatoire. Les plannings présentés aux élus doivent être validés par l'inspection du travail. Ce qui n'est pas encore le cas non plus pour le TDF masculin.



Merci pour votre lecture attentive et vos remarques.

Vos élu.es et représentante syndicale SNJ : Coralie Becq, Mathieu Boudet, Laurence Couvrant, Myriam Figureau, Magali Roubaud-Soutrelle et Benoît Roux



CSE JUIN 2026

